RÉFLEXIONS SUR LA MONARCHIE UNIVERSELLE EN EUROPE

I

C'est une question qu'on peut faire si, dans l'état où est actuellement l'Europe, il peut arriver qu'un peuple y ait, comme les Romains, une supériorité constante sur les autres.

Je crois qu'une pareille chose est devenue moralement impossible : en voici les raisons.

De nouvelles découvertes[1] pour la guerre ont égalé les forces de tous les hommes, et par conséquent de toutes les nations[2].

Le droit des gens a changé, et par les lois d'aujourd'hui la guerre se fait de manière qu'elle ruine par préférence ceux qui y ont de plus grands avantages.

Autrefois on détruisait les villes qu'on avait prises, on vendait les terres et, ce qui allait bien plus loin, tous les habitants. Le saccagement d'une ville payait la solde d'une armée, et une campagne heureuse enrichissait un conquérant. À présent qu'on n'a plus qu'une juste horreur pour toutes ces barbaries, on se ruine à prendre

des places qui capitulent, que l'on conserve, et que l'on rend la plupart du temps.

Les Romains portaient à Rome dans les triomphes toutes les richesses des nations vaincues. Aujourd'hui les victoires ne donnent que des lauriers stériles.

Quand un monarque envoie une armée dans un pays ennemi, il envoie en même temps une partie de ses trésors pour la faire subsister; il enrichit le pays qu'il a commencé de conquérir, et très souvent il le met en état de le chasser lui-même.

Le luxe qui a augmenté[1] a donné à nos armées des besoins qu'elles ne devaient point avoir. Rien n'a plus aidé la Hollande à soutenir les grandes guerres qu'elle a eues que le commerce qu'elle faisait de la consommation de ses armées, de celles de ses alliés, et même de celles de ses ennemis.

On fait aujourd'hui la guerre avec tant d'hommes qu'un peuple qui la ferait toujours s'épuiserait infailliblement.

Autrefois on cherchait des armées pour les mener combattre dans un pays. À présent on cherche des pays pour y mener combattre des armées.

II

De plus il y a des raisons particulières qui font qu'en Europe la prospérité ne peut être permanente nulle part, et qu'il y doit avoir une variation continuelle dans la puissance qui dans les

trois autres parties du monde est, pour ainsi dire, fixée.

L'Europe fait à présent tout le commerce et toute la navigation de l'univers[1]: or suivant qu'un État prend plus ou moins de part à cette navigation ou à ce commerce, il faut que sa puissance augmente ou diminue. Mais comme la nature de ces choses est de varier continuellement, et d'être relatives à mille hasards, surtout à la sagesse de chaque gouvernement, il arrive qu'un État qui paraît victorieux au-dehors se ruine au-dedans, pendant que ceux qui sont neutres augmentent leur force, ou que les vaincus la reprennent; et la décadence commence surtout dans le temps des plus grands succès qu'on ne peut avoir ni maintenir que par des moyens violents.

On sait que c'est une chose particulière aux puissances fondées sur le commerce et sur l'industrie que la prospérité même y met des bornes. Une grande quantité d'or et d'argent dans un État faisant que tout y devient plus cher, les ouvriers se font payer leur luxe et les autres nations peuvent donner leurs marchandises à plus bas prix[2].

Autrefois la pauvreté pouvait donner à un peuple de grands avantages: voici comment.

Les villes ne se servant dans leurs guerres que de leurs citoyens, les armées de celles qui étaient riches étaient composées de gens perdus par la mollesse, l'oisiveté et les plaisirs; ainsi elles étaient souvent détruites par celles de leurs voisins qui accoutumés à une vie pénible et dure étaient plus propres à la guerre et aux exercices

militaires de ces temps-là. Mais il n'en est pas de même aujourd'hui que les soldats, la plus vile partie de toutes les nations, n'ont pas plus de luxe les uns que les autres, qu'on n'a plus besoin dans les exercices militaires de la même force et de la même adresse, et qu'il est plus aisé de former des troupes réglées[1].

Souvent un peuple pauvre se rendait formidable à tous les autres, parce qu'il était féroce et que, sortant de ses déserts, il paraissait tout entier et tout à coup devant une nation qui n'avait de force que par le respect que l'on avait pour elle. Mais aujourd'hui que les peuples tous policés[2] sont, pour ainsi dire, les membres d'une grande république[3], ce sont les richesses qui font la puissance[4], n'y ayant point aujourd'hui de nation qui ait des avantages qu'une plus riche ne puisse presque toujours avoir.

Mais ces richesses variant toujours, la puissance change de même ; et quelque succès qu'un État conquérant puisse avoir, il y a toujours une certaine réaction qui le fait rentrer dans l'état dont il était sorti.

III

Si l'on se rappelle les histoires, on verra que ce ne sont point les guerres qui depuis quatre cents ans ont fait en Europe les grands changements : mais les mariages, les successions, les traités, les édits ; enfin c'est par des dispositions civiles[5] que l'Europe change et a changé.

IV

Bien des gens ont remarqué qu'on ne perd plus tant de monde dans les batailles qu'on faisait autrefois, c'est-à-dire, que les guerres sont moins décisives[1].

J'en donnerai une raison bien extraordinaire, c'est que les gens de pied n'ont plus d'armes défensives, autrefois ils en avaient de si pesantes que quand l'armée était battue ils les jetaient d'abord[a] pour se sauver : aussi voit-on dans les histoires des fuites, et non pas des retraites.

Dans le combat l'armure légère était livrée à la boucherie, aux pesamment armés ; dans la défaite les pesamment armés étaient exterminés par l'armure légère.

V

Les desseins qui ont besoin de beaucoup de temps pour être exécutés ne réussissent presque jamais, l'inconstance de la fortune, la mobilité des esprits, la variété des passions, le changement continuel des circonstances, la différence des causes font naître mille obstacles.

Les monarchies ont surtout ce désavantage qu'on s'y gouverne tantôt par les vues du bien public, tantôt par des vues particulières, et qu'on y suit tour à tour les intérêts des favoris, des ministres et des rois.

a. Voyez toute l'*Histoire* de Tite-Live.

Or les conquêtes demandant aujourd'hui plus de temps qu'autrefois, elles sont devenues à proportion plus difficiles.

VI

On voit bien que les choses sont parmi nous dans une situation plus ferme qu'elles n'étaient dans les anciens temps ; la monarchie d'Espagne dans les guerres de Philippe III contre la France, malheureuse pendant vingt-cinq campagnes, ne perdit qu'une petite portion d'un coin de terre qu'on attaquait. Le plus petit peuple qu'il y eut pour lors en Europe soutint contre elle[1] une guerre de cinquante ans avec un avantage égal, et nous avons vu de nos jours un monarque accablé des plus cruelles plaies qu'on puisse recevoir, Höchstädt, Turin, Ramillies, Barcelone, Audenarde, Lille[2], soutenir la prospérité continuelle de ses ennemis sans avoir presque rien perdu de sa grandeur.

Il n'y a point d'exemple dans l'Antiquité d'une frontière[b] telle que celle que Louis XIV se forma du côté de la Flandre lorsqu'il mit devant lui trois rangs de places pour défendre cette partie de ses États qui était la plus exposée[3].

b. L'Asie n'est pas à beaucoup près si forte que l'Europe : Kandahar est la seule barrière entre le Mogol et la Perse ; Bagdad entre la Perse et les Turcs ; Azov entre les Turcs et les Moscovites ; Albasin entre les Moscovites et les Chinois.

VII

À présent nous nous copions sans cesse : le prince Maurice trouve-t-il l'art d'assiéger les places ? Nous y devenons d'abord habiles. Coehorn change-t-il de manière[1] ? Nous changeons[2]. Quelque peuple se sert-il d'une arme nouvelle, tous les autres l'essaient soudain. Un État augmente-t-il ses troupes, met-il un nouvel impôt ? C'est un avertissement pour les autres d'en faire autant. Enfin quand Louis XIV emprunte de ses sujets, les Anglais et les Hollandais empruntent des leurs[3].

Chez les Perses il y avait un temps infini que Tissapherne[4] était révolté et on l'ignorait à la cour. Polybe nous dit que les rois ne savaient pas si le gouvernement de Rome était aristocratique ou populaire[5] ; et quand Rome fut maîtresse de tout, Pharnace[6] qui offrit sa fille à César, ne savait pas si les Romains pouvaient épouser des femmes barbares et en avoir plusieurs.

VIII

En Asie on a toujours vu de grands empires ; en Europe, ils n'ont jamais pu subsister. C'est que l'Asie que nous connaissons a de plus grandes plaines, est coupée à plus grands morceaux par les montagnes et les mers ; et comme elle est plus au midi, les fleuves moins grossis y forment de moindres barrières.

Un grand empire suppose nécessairement une

autorité despotique dans celui qui le gouverne, il faut que la promptitude des résolutions supplée à la distance des lieux où elles sont envoyées, que la crainte empêche la négligence du gouverneur[c] et du magistrat éloigné, que la loi soit dans une seule tête, c'est-à-dire, changeante sans cesse, comme les accidents qui se multiplient toujours dans l'État à proportion de sa grandeur[1].

Sans cela[d] il se ferait un démembrement des parties de la monarchie et les divers peuples, lassés d'une domination qu'ils regarderaient comme étrangère, commenceraient à vivre sous leurs propres lois[2].

La puissance doit donc être toujours despotique en Asie[3], car si la servitude n'y était pas extrême, il se ferait d'abord un partage que la nature du pays ne peut pas souffrir.

En Europe le partage naturel forme plusieurs États d'une étendue médiocre dans lesquels le gouvernement des lois n'est pas incompatible avec le maintien de l'État, au contraire il y est si favorable que sans elles cet État tombe dans la décadence et devient inférieur à tous les autres.

C'est ce qui y forme d'âge en âge et dans la perpétuité des siècles un génie de liberté qui rend chaque partie très difficile à être subjuguée et soumise à une force étrangère autrement que par les lois et l'utilité de son commerce.

c. Il faut nécessairement dans un vaste empire de grandes armées toujours éloignées, souvent inconnues du prince.

d. L'exemple de la monarchie d'Espagne n'est pas contraire à ce que je dis, car les États d'Italie et de Flandre étaient gouvernés par leurs lois, et étaient payés pour leur dépendance, par des sommes immenses que les Espagnols y apportaient, et les Indes sont retenues par une chaîne d'une espèce particulière.

Au contraire il règne en Asie un esprit de servitude qui ne l'a jamais quittée ; et dans toutes les histoires de ce pays, il n'est pas possible de trouver un seul trait qui marque une âme libre.

IX

Depuis la destruction des Romains en Occident, il y a eu plusieurs occasions où l'Europe a semblé devoir rentrer sous une même main.

X

Les Français ayant subjugué plusieurs nations barbares établies avant eux, Charlemagne fonda un grand empire[e] ; mais cela même redivisa l'Europe en une infinité de souverainetés[1].

Lorsque les Barbares s'établirent, chaque chef fonda un Royaume, c'est-à-dire, un grand fief indépendant, qui en tenait sous lui plusieurs autres. L'armée des conquérants fut gouvernée sur le plan du gouvernement de leur pays, et le pays conquis sur le plan du gouvernement de leur armée.

La raison qui leur fit établir cette sorte de gouvernement[2], c'est qu'ils n'en connaissaient point d'autre, et si par hasard dans ce temps-là il était venu dans l'esprit de quelque prince goth ou ger-

e. Ce prince soumit une partie de l'empire, mais il fut arrêté en Espagne, en Italie, dans le Nord ; une partie de ses États même ne fut jamais bien assujettie ; il ne conquit point les îles, n'ayant point de forces de mer.

main de parler de pouvoir arbitraire, d'autorité suprême, de puissance sans bornes, il aurait fait rire toute son armée.

Or par les raisons que nous avons dites un grand empire, où le prince n'avait pas une autorité absolue, devait nécessairement se diviser, soit que les gouverneurs des provinces n'obéissent pas, soit que pour les faire mieux obéir il fût nécessaire de partager l'empire en plusieurs royaumes.

Voilà l'origine des royaumes de France, d'Italie, de Germanie, d'Aquitaine, et de tous les démembrements que l'on vit dans ces temps-là.

Lorsque la perpétuité des titres et des fiefs fut établie, il fut impossible aux grands princes de s'agrandir par le moyen de leurs vassaux qui n'aidaient que pour se défendre, et ne conquéraient que pour partager.

XI

Les Normands s'étant rendus maîtres de la mer pénétrèrent dans les terres par l'embouchure des rivières, et s'ils ne conquirent pas l'Europe, ils faillirent à[1] l'anéantir.

On leur donna la plus belle province de la France occidentale, leur duc Guillaume conquit l'Angleterre qui devint le centre de la puissance des rois normands et des fiers Plantagenêts qui les suivirent.

Les rois d'Angleterre furent bientôt les plus puissants princes de ces temps-là, ils possédaient les plus belles provinces de France et leurs vic-

toires leur promettaient sans cesse la conquête de toutes les autres.

Il ne faut pas juger de la force que les différents pays d'Europe avaient autrefois par celle qu'ils ont aujourd'hui, ce n'était pas proprement l'étendue et la richesse d'un royaume qui en faisait la puissance, mais la grandeur du domaine du prince. Les rois d'Angleterre qui avaient de très grands revenus firent de très grandes choses, et les rois de France qui avaient de plus grands vassaux en furent longtemps beaucoup moins aidés que troublés.

Lorsque les armées conquirent, les terres furent partagées entre elles et les chefs; mais plus la conquête était ancienne, plus on avait pu dépouiller les rois par des usurpations, des dons et des récompenses, et comme les Normands furent les derniers conquérants, le roi Guillaume qui se réserva tout le domaine ancien avec ce qu'il eut par le nouveau partage, fut le plus riche prince de l'Europe[f].

Mais lorsque nous comprîmes en France qu'il était plus question de lasser les Anglais que de les vaincre, que nous nous donnâmes le temps de jouir de leurs divisions intestines, que nous commençâmes à nous défier des batailles, à comprendre que notre infanterie était mauvaise et qu'il fallait faire une guerre serrée, nous changeâmes de fortune comme de prudence[2]; et comme nous étions toujours près et eux toujours loin, ils furent bientôt réduits à leur île et recon-

f. Ses revenus montaient à mille soixante et une livres sterling par jour. Oderici Vital[1], liv. I.

naissant la vanité de leurs anciennes entreprises ils ne songèrent qu'à jouir d'une prospérité qu'ils avaient toujours pu avoir et qu'ils n'avaient pas encore connue.

XII

Il fut un temps où il n'aurait pas été impossible aux papes de devenir les seuls monarques de l'Europe.

J'avoue que ce fut le miracle des circonstances lorsque des pontifes qui n'étaient pas seulement souverains de leur ville passèrent tout à coup de la puissance spirituelle à la séculière, et chassèrent d'Italie les empereurs d'Orient et ceux d'Occident.

Pour se rendre maîtres de Rome ils la rendirent libre, se servant de la guerre que quelques empereurs d'Orient faisaient aux images pour la soustraire de leur obéissance.

Charlemagne, qui avait conquis la Lombardie sur laquelle les empereurs d'Orient avaient des prétentions, donna des terres en souveraineté aux papes ennemis naturels de ces empereurs, pour avoir une barrière contre eux.

Par un nouveau bonheur le siège de l'empire d'Occident fut transporté dans le royaume de Germanie, et le royaume d'Italie y resta joint. Les empereurs furent bientôt regardés comme étrangers en Italie, et les papes eurent occasion de prendre la défense de ce pays contre l'invasion des étrangers[1].

D'autres circonstances concoururent à étendre

partout la puissance des papes: la terreur des excommunications, la faiblesse des grands princes, la multiplicité des petits et le besoin qu'eut souvent l'Europe d'être réunie sous un même chef.

Il y avait à leur cour moins d'ignorance que partout ailleurs; et comme leurs jugements étaient équitables, ils appelèrent tout le monde à eux, tel que ce Déjocès[1] que l'on nous dit avoir obtenu par sa justice chez les Mèdes la souveraineté et l'empire.

Mais la longueur des schismes, pendant lesquels le pontificat semblait se combattre lui-même et était continuellement dégradé par les divers concurrents qui ne songeaient qu'à se maintenir, fit que les princes ouvrirent les yeux, ils examinèrent la nature de cette puissance et la bornèrent par les côtés où elle peut recevoir des limites.

XIII

Il paraît par les relations[g] de quelques moines qui furent envoyés par le pape Innocent IV au milieu du treizième siècle vers les fils de Gengis Khan, que l'on craignait dans ces temps-là que l'Europe ne fût conquise par les Tartares[h]. Ces peuples, après avoir subjugué l'Orient, avaient pénétré en Russie, en Hongrie et en Pologne où ils avaient fait mille maux[2].

g. Voyez la relation du frère Jean du Plan Carpin, et l'*Histoire de Gengis Khan* par Pétis de la Croix.

h. D'autant plus qu'elle était partagée en une infinité de souverainetés.

Une loi de Gengis Khan leur ordonnait de conquérir toute la Terre, ils tenaient toujours sur pied cinq grandes armées et ils faisaient des expéditions où ils devaient aller toujours en avant pendant vingt-cinq et trente ans; quelquefois ils s'obstinaient dix ou douze années devant une place, et s'ils manquaient de vivres ils se faisaient décimer pour nourrir ceux qui restaient; ils envoyaient toujours devant eux un corps de troupes pour tuer tous les hommes qu'ils rencontraient; les peuples qui leur résistaient étaient mis à mort, ceux qui se soumettaient étaient faits esclaves, ils mettaient à part les artisans pour les employer à leurs ouvrages, et ils faisaient un corps de milice des autres qu'ils exposaient à tous les dangers; il n'y avait pas de ruse qu'ils n'imaginassent pour se défaire des princes et de la noblesse des pays qu'ils voulaient soumettre; enfin leur système était assez bien lié, ils ne pardonnaient jamais à ceux d'entre eux qui fuyaient ou qui pillaient avant que l'ennemi ne fût entièrement défait, et, contre la pratique ordinaire de ces temps-là, leurs chefs uniquement attentifs aux divers événements de l'action ne combattaient jamais. Leurs armes offensives et défensives étaient bonnes, ils avaient cette promptitude, cette légèreté, ce talent de ravager un pays et d'échapper aux armées qui le défendaient qu'ont encore aujourd'hui les petits Tartares; enfin ils étaient redoutables dans un temps où il y avait peu de troupes réglées.

Mais comme l'Europe était couverte de châteaux et de villes fortifiées, les Tartares ne purent faire de grands progrès, et la division s'étant

mise parmi eux, ils furent sur le point d'être exterminés par les Russes[i]. Mahomet II leur donna la Crimée où ils furent bornés à ravager les pays qui étaient autour d'eux et qu'ils ravagent encore.

XIV

Les Turcs ayant conquis l'Orient se rendirent redoutables à l'Occident; mais par bonheur au lieu de continuer à attaquer l'Europe par le Midi où ils auraient pu la mettre en péril, ils l'attaquèrent par le Nord où elle est indomptable pour eux.

Il est très difficile aux nations du Midi de subjuguer celles du Nord, toutes les histoires en sont une preuve, et surtout celles des Romains toujours occupés à les combattre et à les repousser au-delà du Danube et du Rhin[1].

Les nations du Midi trouvent dans le Nord un premier ennemi, qui est le climat; les chevaux n'y peuvent résister, et les hommes qui y sont accablés de misères ne peuvent plus songer à des entreprises glorieuses et n'ont que leur propre conservation devant les yeux.

Outre ces raisons générales il y en a de particulières qui empêchent les Turcs de pouvoir faire des conquêtes dans le Nord, ils ne boivent que de l'eau[2], ils ont des coutumes et des jeûnes qui les empêchent de tenir longtemps la campagne et qu'un climat froid ne peut supporter.

i. Je parle de ceux qui avaient subjugué Capchak.

Aussi les Arabes ne conquirent-ils que les pays du Midi.

XV

Le gouvernement gothique s'affaiblissant peu à peu soit par la corruption nécessaire de tous les gouvernements, soit par l'établissement des troupes réglées, l'autorité souveraine prit insensiblement en Europe la place de la féodale : pour lors les princes plus indépendants retinrent tout ce qu'ils acquirent par conquêtes, félonie, mariages. La France eut le bonheur de succéder aux grands fiefs, la Castille et l'Aragon rassemblèrent leurs royaumes, et la maison d'Autriche se servit de l'empire pour confisquer de très grandes provinces à son profit.

La fortune de cette maison devint prodigieuse. Charles Quint recueillit les successions de Bourgogne, de Castille et d'Aragon ; il parvint à l'empire ; et par un nouveau genre de grandeur, l'univers s'étendit, et l'on vit paraître un monde nouveau sous son obéissance[1].

Mais la France qui coupait partout les États de Charles, et qui étant au milieu de l'Europe en était le cœur si elle n'en était pas la tête, fut le centre où se rallièrent tous les princes qui voulurent défendre leur liberté mourante.

François I^er^, qui n'avait pas ce grand nombre de provinces que la couronne a acquises depuis, qui essuya un malheur qui lui ôta jusqu'à la liberté de sa personne, ne laissa pas d'être le rival perpétuel de Charles, et quoique dans son

édit les lois eussent mis des bornes à sa puissance, il ne s'en trouva point affaibli parce que le pouvoir arbitraire fait bien faire des efforts plus grands, mais moins durables.

XVI[1]

Ce qui intimida le plus l'Europe fut un nouveau genre de force qui sembla venir à la maison d'Autriche; elle tira du monde nouvellement découvert une quantité d'or et d'argent si prodigieuse que ce que l'on en avait eu jusqu'alors ne pouvait y être comparé.

Mais, ce qu'on n'aurait jamais soupçonné, la misère la fit échouer presque partout. Philippe II qui succéda à Charles Quint fut obligé de faire la célèbre banqueroute[2] que tout le monde sait, et il n'y a guère jamais eu de prince qui ait plus souffert que lui des murmures, de l'insolence et de la révolte de ses troupes toujours mal payées.

Depuis ce temps la monarchie d'Espagne déclina sans cesse; c'est qu'il y avait un vice intérieur et physique dans la nature de ces richesses qui les rendait vaines et qui augmenta tous les jours[3].

Il n'y a personne qui ne sache que l'or et l'argent ne sont qu'une richesse de fiction ou de signe[4]. Comme ces signes sont très durables et se détruisent peu, comme il convient à leur nature, il arrive que plus ils se multiplient, plus ils perdent de leur prix parce qu'ils représentent moins de choses.

Le malheur des Espagnols fut que par la

conquête du Mexique et du Pérou ils abandonnèrent les richesses naturelles pour avoir des richesses de signe qui s'avilissaient par elles-mêmes. Lors de la conquête l'or et l'argent étaient très rares en Europe et l'Espagne, maîtresse tout à coup d'une très grande quantité de ces métaux, conçut des espérances qu'elle n'avait jamais eues. Les richesses que l'on trouva dans les pays conquis n'étaient pourtant pas proportionnées à celles de ses mines. Les Indiens en cachèrent une partie, de plus ces peuples qui ne faisaient servir l'or et l'argent qu'à la magnificence des temples des dieux et des palais des rois, ne les cherchaient pas avec la même avarice que nous, enfin ils n'avaient pas le secret de tirer les métaux de toutes les mines, mais seulement de celles dans lesquelles la séparation se fait par le feu, ne connaissant pas la manière d'employer le mercure, ni peut-être le mercure même.

Cependant l'argent ne laissa pas de doubler bientôt en Europe ; ce qui parut en ce que le prix de tout ce qui s'acheta fut environ du double[1].

Les Espagnols fouillèrent les mines, creusèrent les montagnes, inventèrent des machines pour tirer les eaux, briser le minerai et le séparer ; et comme ils se jouaient de la vie des Indiens, ils les firent travailler sans ménagement, l'argent doubla bientôt encore en Europe, et le profit diminua toujours de moitié pour l'Espagne, qui n'avait chaque année que la même quantité d'un métal qui était devenu la moitié moins précieux.

Dans le double du temps l'argent doubla encore, et le profit diminua encore de la moitié.

Il diminua même de plus de la moitié. Voici comment.

Pour tirer l'or des mines, pour lui donner les préparations requises, le transporter en Europe, il fallait une dépense quelconque, je suppose qu'elle fût comme un est à soixante-quatre, quand l'argent fut doublé une fois, et par conséquent la moitié moins précieux, la dépense fut comme deux à soixante et quatre. Ainsi les flottes qui portèrent en Espagne la même quantité d'or portèrent une chose qui réellement valait la moitié moins et coûtait la moitié plus.

Si l'on suit la chose de doublement en doublement, on trouvera la progression de la cause de l'impuissance des richesses de l'Espagne.

Il y a environ deux cents ans que l'on travaille les mines des Indes, je suppose que la quantité d'or et d'argent qui est à présent dans le monde qui commerce soit à celle qui était avant la découverte comme trente-deux à un, c'est-à-dire, qu'il ait doublé cinq fois : dans deux cents ans, encore cette même quantité sera comme soixante-quatre à un, c'est-à-dire, qu'elle doublera encore ; or à présent cinquante[j] quintaux de minerai pour l'or donnent quatre, cinq et six onces d'or, et quand il n'y en a que deux le mineur ne retire que ses frais, dans deux cents ans lorsqu'il n'y en aura que quatre le mineur ne retirera aussi que ses frais ; il y aura donc peu de profit à tirer sur l'or.

Que si on découvre des mines si abondantes

j. Voyez les *Voyages* de Frézier.

qu'elles donnent plus de profit, plus elles seront abondantes plus tôt le profit finira.

On dira peut-être que les mines d'Allemagne et de Hongrie, d'où l'on ne retire que peu de chose au-delà des frais, ne laissent pas d'être très utiles, c'est que les mines étant dans les pays mêmes y occupent plusieurs milliers d'hommes qui y consomment les denrées surabondantes et sont proprement une manufacture du pays[1].

La différence est que le travail des mines d'Allemagne et de Hongrie fait valoir la culture des terres, au lieu que le travail de celles qui dépendent de l'Espagne la détruit.

Les Indes et l'Espagne sont deux puissances sous un même maître, mais les Indes sont le principal, et l'Espagne n'est que l'accessoire. C'est en vain que la politique veut ramener le principal à l'accessoire, les Indes attirent toujours l'Espagne à elles.

De cinquante millions de marchandises qui vont toutes les années aux Indes, l'Espagne ne fournit que deux millions et demi : les Indes font donc un commerce de cinquante millions, l'Espagne de deux millions et demi.

C'est une mauvaise espèce de richesses qu'un tribut d'accident et qui ne dépend ni de l'industrie de la nation, ni du nombre de ses habitants, ni de la culture de ses terres. Le roi d'Espagne qui reçoit de grandes sommes de sa douane de Cadix n'est à cet égard qu'un particulier très riche dans un État très pauvre.

Tout se passe des étrangers à lui sans que ses sujets y prennent presque de part, et est indépen-

dant de la bonne ou de la mauvaise fortune de son royaume.

Et si quelques provinces dans la Castille lui donnaient une somme pareille à celle de sa douane de Cadix, sa puissance serait beaucoup plus grande, ses richesses ne pourraient être que l'effet de celle du pays, ces provinces animeraient toutes les autres et elles seraient toutes ensemble plus en état de soutenir les charges respectives.

Le roi d'Espagne n'a qu'un grand trésor, mais il aurait un grand peuple.

XVII

Les ennemis d'un grand prince[1] qui a régné de nos jours l'ont mille fois accusé plutôt sur leurs craintes que sur leurs raisons, d'avoir formé et conduit le projet de la monarchie universelle. S'il y avait réussi, rien n'aurait été plus fatal à l'Europe, à ses anciens sujets, à lui, à sa famille. Le ciel qui connaît les vrais avantages l'a mieux servi par des défaites qu'il n'aurait fait par des victoires, et au lieu de le rendre le seul roi de l'Europe, il le favorisa plus en le rendant le plus puissant de tous.

Mais quand il aurait gagné la fameuse bataille[2] où il reçut le premier échec, bien loin que l'ouvrage eût été achevé, il l'aurait à peine commencé ; il aurait fallu étendre davantage ses forces et ses frontières. L'Allemagne, qui n'entrait presque dans la guerre que par la vente de ses soldats, l'aurait faite de son chef : le Nord se serait élevé ;

toutes les puissances neutres se seraient déclarées et ses alliés auraient changé d'intérêts.

Sa nation qui dans les pays étrangers n'est jamais touchée que de ce qu'elle a quitté, qui en partant de chez elle regarde la gloire comme le souverain bien, et dans les lieux éloignés comme un obstacle à son retour, qui y révolte par ses bonnes qualités mêmes parce qu'elle y joint toujours du mépris, qui peut supporter les périls et les blessures et non pas la perte de ses plaisirs; qui sait mieux se procurer des succès qu'en profiter, et dans une défaite ne perd pas, mais abandonne, qui fait toujours la moitié des choses admirablement bien et quelquefois très mal l'autre, qui n'aime rien tant que sa gaieté et oublie la perte d'une bataille lorsqu'elle a chanté le général[1], n'aurait jamais été jusqu'au bout d'une pareille entreprise, parce qu'elle est de nature à ne pouvoir guère échouer dans un endroit sans tomber dans tous les autres, et manquer un moment sans manquer pour toujours.

XVIII

L'Europe n'est plus qu'une nation composée de plusieurs, la France et l'Angleterre ont besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie, comme une de leurs provinces a besoin des autres: et l'État qui croit augmenter sa puissance par la ruine de celui qui le touche s'affaiblit ordinairement avec lui[2].

XIX

La vraie puissance d'un prince ne consiste pas dans la facilité qu'il a de conquérir, mais dans la difficulté qu'il y a à l'attaquer, et si j'ose parler ainsi, dans l'immutabilité de sa condition : mais l'agrandissement des monarchies ne fait que leur faire montrer de nouveaux côtés par où on peut les prendre. Voyez, je vous prie, quels voisins la Moscovie vient de se donner, les Turcs, la Perse, la Chine[k] et le Japon : elle s'est rendue frontière de ces empires, au lieu qu'elle avait le bonheur d'en être séparée par d'immenses déserts[1] : aussi est-il arrivé depuis ces nouvelles conquêtes que les revenus ordinaires[l] de l'État n'ont plus été capables de le soutenir.

XX

Pour qu'un État soit dans sa force, il faut que sa grandeur soit telle qu'il y ait un rapport de la vitesse avec laquelle on peut exécuter contre lui quelque entreprise et la promptitude qu'il peut employer pour la rendre vaine. Comme celui qui attaque peut d'abord paraître partout, il faut que celui qui défend puisse se montrer partout aussi, et par conséquent que l'étendue de l'État soit médiocre, afin qu'elle soit proportionnée au degré

k. Elle s'était déjà rendue voisine des Chinois.

l. Entre autres taxes on vient présentement d'en établir une d'un huitième sur tous les fonds de l'empire.

de vitesse que la nature a donné aux hommes pour se transporter d'un lieu à un autre.

La France et l'Espagne sont précisément de la grandeur requise, les forces se communiquent si bien qu'elles se portent d'abord là où l'on veut, les armées s'y joignent et passent rapidement d'une frontière à l'autre, et on n'y craint aucune des choses qui ont besoin de plus de quelques jours pour être exécutées.

En France par un bonheur admirable la capitale se trouve plus près des différentes frontières, justement à proportion de leur faiblesse, et le prince y voit mieux chaque partie de son pays à mesure qu'elle est plus exposée.

XXI

Mais lorsqu'un vaste État, tel que la Perse, est attaqué, il faut plusieurs mois pour que les troupes dispersées puissent s'assembler, et on ne force pas leur marche pendant tant de temps, comme on fait pendant huit jours. Si l'armée qui est sur la frontière est battue, elle est sûrement dispersée parce que ses retraites ne sont pas prochaines; l'armée victorieuse qui ne trouve point de résistance s'avance à grandes journées, paraît devant la capitale et en forme le siège, lorsque à peine les gouverneurs des provinces peuvent être avertis d'envoyer du secours. Ceux qui jugent la révolution prochaine la hâtent en n'obéissant pas, car des gens fidèles uniquement parce que la punition est proche ne le sont plus dès qu'elle est éloignée, ils travaillent à leurs intérêts parti-

culiers, l'empire se dissout, la capitale est prise et le conquérant dispute les provinces avec les gouverneurs.

XXII

La Chine a aussi une étendue immense, et comme elle est extrêmement peuplée, si la récolte du riz manque, il s'assemble des troupes de trois, quatre et cinq voleurs dans plusieurs endroits de différentes provinces pour piller ; la plupart sont exterminées dès leur naissance, d'autres se grossissent et sont détruites encore.

Mais dans un si grand nombre de provinces et si éloignées, il peut arriver que quelque troupe fasse fortune, elle se maintient, se fortifie, se forme en corps d'armée, va droit à la capitale, et le chef monte sur le trône[1].

XXIII

Dans la dernière guerre de Louis XIV[2] que nos armées et celles de nos ennemis étaient en Espagne éloignées de leur pays, il pensa[3] arriver des choses presque inouïes parmi nous, les deux chefs[4] d'accord entre eux furent sur le point de jouer tous les monarques de l'Europe et de les déconcerter par la grandeur de leur audace et la singularité de leurs entreprises.

XXIV

Si les grandes conquêtes sont si difficiles, si vaines, si dangereuses, que peut-on dire de cette maladie de notre siècle qui fait qu'on entretient partout un nombre désordonné[m] de troupes ? Elle a ses redoublements et elle devient nécessairement contagieuse, car sitôt qu'un État augmente ce qu'il appelle ses forces, les autres soudain augmentent les leurs, de façon qu'on ne gagne rien par là que la ruine commune, chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir si ses peuples étaient en danger d'être exterminés, et on nomme paix cet état d'effort[n] de tous contre tous[1]. Aussi l'Europe est-elle si ruinée que trois particuliers qui seraient dans la situation où sont les trois puissances de cette partie du monde les plus opulentes n'auraient pas de quoi vivre. Nous sommes pauvres avec les richesses et le commerce de tout l'univers, et bientôt à force d'avoir des soldats nous n'aurons plus que des soldats, et nous serons comme des Tartares[o 2].

Les grands princes, non contents d'acheter les troupes des plus petits, cherchent de tous côtés à payer des alliances, c'est-à-dire presque toujours à perdre leur argent.

m. Nous sommes dans un cas bien différent de celui des Romains qui désarmaient les autres à mesure qu'ils s'armaient.

n. Il est vrai que c'est cet état d'effort qui maintient principalement l'équilibre parce qu'il éreinte les grandes puissances.

o. Il ne faut pour cela que bien faire valoir la nouvelle invention des milices et les porter au même excès que l'on a fait les troupes réglées.

La suite d'une telle situation est l'augmentation perpétuelle des tributs, et ce qui prévient tous les remèdes à venir, on ne compte plus sur ses revenus, mais on fait la guerre avec son capital. Il n'est pas inouï de voir des États hypothéquer leurs fonds pendant la paix même, et employer pour se ruiner des moyens extraordinaires et qui le sont si fort que le fils de famille le plus dérangé aurait de la peine à les imaginer pour lui.

XXV

Les monarques d'Orient ont cela d'admirable dans leur gouvernement qu'ils ne lèvent aujourd'hui que les tributs que levait le fondateur de leur monarchie[1] ; ils ne font payer à leurs peuples que ce que les pères ont dit à leurs enfants avoir payé eux-mêmes. Comme ils jouissent d'un grand superflu, plusieurs d'entre eux ne font d'édits[p] que pour exempter chaque année de tributs quelque province de leur empire. Les manifestations de leur volonté sont ordinairement des bienfaits ; mais en Europe les édits des princes affligent même avant qu'on ne les ait vus, parce qu'ils y parlent toujours de leurs besoins et jamais des nôtres.

Les rois d'Orient[q] sont riches parce que leur dépense n'augmente jamais, et elle n'augmente jamais, parce qu'ils ne font point de choses nou-

p. C'est l'usage des empereurs de la Chine.

q. Dans tout ceci je ne prétends pas louer le gouvernement des peuples d'Asie, mais leur climat ; j'avoue même qu'ils donnent dans une autre extrémité qui est une impardonnable nonchalance.

velles ou, s'ils en font, ils les préparent de loin; lenteur admirable qui fait la promptitude dans l'exécution : ainsi le mal passe vite et le bien dure longtemps, ils croient avoir beaucoup fait en maintenant ce qui a été fait, ils dépensent en projets dont ils voient la fin et rien en projets commencés : enfin ceux qui gouvernent l'État ne le tourmentent pas, parce qu'ils ne se tourmentent pas eux-mêmes.

On voit que dans tout ceci je n'ai eu en vue aucun gouvernement de l'Europe en particulier, ce sont des réflexions qui les regardent tous :

Iliacos intra muros peccatur et extra[1].

FIN